

# Bruxelles partage le gâteau de Galileo

Galileo, le GPS européen franchit une nouvelle étape. Après être parvenu à boucler un financement après des mois et des mois de tergiversations, l'Union européenne est parvenue ce jeudi à s'accorder sur le partage industriel du projet. Non sans mal encore une fois.

« Pour moi, le plan industriel est maintenant sur pied », a déclaré le commissaire européen aux Transports, Jacques Barrot qui porte le projet à bout de bras depuis des années.

Concrètement, le marché sera divisé en six segments avec la garantie qu'aucune entreprise ne pourra être chef de file dans plus de deux lots. Le chef de file d'un segment devra également soustraire 40% du contrat, mais pas à ses propres filiales.

L'Allemagne, qui a ainsi arraché la garantie de retombées, a également obtenu un centre opérationnel de contrôle des données satellitaires en temps réel, tout comme l'Italie. Mais l'Espagne, qui avait obtenu un centre « froid » financé sur ses propres deniers et qui devait se contenter d'analyser les données, a demandé un véritable centre opérationnel.

EADS, le français Thales, le britannique Inmarsat, l'italien Finmeccanica, les espagnols AENA et Hispasat et l'allemand Deutsche Telekom auront en charge l'exploitation du projet. Rappelons qu'au départ, ces géants européens devaient également le financer mais ils ont fini par « abandonner » cette idée, incapables de se mettre d'accord, plongeant Galileo dans l'incertitude financière ce qui a eu pour conséquence d'accumuler de nouveaux retards.

En juin dernier, lassée d'attendre le bon vouloir des industriels impliqués, l'Union européenne s'engage à financer sur fonds publics l'infrastructure du système de géolocalisation européen censé concurrencer l'ultra-dominant GPS américain.

Les Vingt-Sept ont donc décidé que l'argent public financerait l'infrastructure satellitaire pour un coût de **3,4 milliards d'euros**, soit 2,4 milliards supplémentaires par rapport au milliard d'euros déjà injecté, sur un coût total, exploitation comprise, de 10 milliards d'euros.

Le 25 novembre dernier, l'Europe annonce qu'elle va débloquer 2,4 milliards d'euros, piochant 1,6 milliard dans des fonds agricoles 2007 non utilisés, et 800 millions en 2008, probablement sur des fonds de recherches.

L'accord n'a cependant pas fait l'unanimité... L'Allemagne, qui y voit le risque d'un déséquilibre dans les attributions industrielles vers la France, et plus particulièrement vers le groupe Thales, a voté contre. L'Espagne, dont l'industrie militaire souhaite, elle aussi, profiter du projet, s'est abstenue.

Rappelons que l'objectif initial était de mettre sur orbite un système opérationnel d'ici 2008, objectif ensuite reporté à 2011. Le projet devrait comprendre 30 satellites (contre les 24 du GPS) dont la précision sera de l'ordre du mètre, là où le GPS américain d'origine militaire dispose d'une précision variable, mais plutôt sur 10 mètres.

Pour l'instant, un seul satellite a été lancé, le décollage du lanceur ayant échoué pour le lancement deuxième à l'automne 2006. Les plus optimistes estiment que Galileo devrait être opérationnel en

2012, à cette date, les chinois devraient également avoir lancé leur système...